

Avis n° 2022-02

3 février 2022

**Demande de Mme..... vice-présidente, de Mme ....., juge d'instruction et de Mme ..... , juge d'instruction au tribunal judiciaire de .....**

Mesdames,

Par courriel en date du 13 janvier 2022, vous avez saisi conjointement le Collège de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire par une requête collective dans les termes suivants :

*« Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute attention une demande d'avis du Collège de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire afin de remédier aux difficultés récurrentes que nous rencontrons dans l'exercice de nos fonctions sur le ressort judiciaire de ..... »*

*Depuis plusieurs années, nous déplorons différents types d'attaques infligées par notre hiérarchie qui, régulièrement, déstabilisent nos services et nos activités judiciaires et syndicales, nos relations de travail internes et partenariales, nos situations financières et le déroulement de nos carrières, sans lien avec la pénurie de moyens matériels et humains que connaît le service public de la Justice dans son ensemble.*

*Marquées par un dépassement de l'exercice normal du pouvoir hiérarchique, ces attaques pourraient caractériser une situation de harcèlement moral au travail et d'atteintes aux garanties d'indépendance et d'immuabilité attachées à nos fonctions judiciaires.*

*Les multiples alertes individuelles que nous avons adressées, en principe propres à y remédier, ont, contre toute attente, débouché sur une accentuation de ces attaques ce qui nous a conduites à suivre les recommandations de la chancellerie.*

*Ainsi, entre.... et ....., nous avons chacune adressé, une demande de protection fonctionnelle contre ces agissements à l'attention de Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

*Concomitamment, en date des....., .....et .....1, Monsieur le Directeur des Services judiciaires a été saisi des difficultés du ressort par le bureau national du Syndicat de la magistrature et les sections locales de l'Unité Magistrat et de l'Union syndicale des magistrats.*

*Dans ce contexte, l'Inspection générale de la Justice a été dépêchée pour réaliser .....un examen de situation du ressort en vue d'atteindre « des objectifs réalistes pour améliorer la relation et les conditions de travail de chacun ».*

*Cette information nous a été transmise par un courriel des chefs de Cour de .....en date du 13 septembre 2021 précisant :*

*« L'Inspection est saisie par une lettre de mission de la directrice de cabinet du GDS du 1er juillet 2021 pour conduire un examen de situation et répondre aux difficultés que rencontrent les juridictions de la cour d'appel de ..... Il s'agit d'une mission qui se distingue des autres missions de l'Inspection, en ce qu'elle ne vise pas à établir de responsabilité, au contraire d'une enquête administrative ou d'une inspection de fonctionnement. Sa finalité est d'établir une photographie du ressort avec un grand angle et une profondeur de champ qui permet de comprendre le contexte de la situation d'un service ou d'une*

*juridiction et de proposer des pistes d'actions à partir d'entretiens avec chaque acteur concerné. Les auditions sont strictement confidentielles, non contradictoires et ne donnent pas lieu à établissement de procès-verbaux. L'objectif poursuivi est de diagnostiquer une situation pour établir un plan d'actions précis, avec des objectifs réalistes pour améliorer la relation et les conditions de travail de chacun. Le rapport est attendu mi-novembre par le ministre ».*

*En dépit de ces actions, la situation s'est détériorée et les attaques se sont intensifiées. Nous interrogeons, dès lors, le Collège de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire afin d'être informées des autorités de droit public et/ou de droit privé à solliciter pour remédier aux comportements et décisions hiérarchiques qui transgressent à notre égard, les règles de bonnes pratiques définies par le Conseil supérieur de la magistrature dans le recueil des obligations déontologiques des magistrats.*

*Dans ce cadre, nous souhaiterions également être renseignées sur le formalisme des saisines que nous pourrions adresser à l'autorité habilitée.*

*Enfin, nous sollicitons l'avis du Collège de déontologie sur l'étendue de nos obligations de loyauté et de réserve.*

*Ces obligations portent-elles uniquement sur nos activités juridictionnelles ou englobent-elles également les faits relevant de la maltraitance au travail ? »*

Conformément au règlement intérieur du Collège, il vous a été accusé réception de votre saisine et deux rapporteurs ont été désignés.

En préliminaire, la recevabilité formelle de votre demande, qui a été adressée au Collège sous une forme collective, pose difficulté au regard des dispositions de l'article 10-2, I,1°) de l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature qui prévoit que ce dernier est chargé de rendre des avis « *sur toute question déontologique concernant personnellement un magistrat, sur saisine de celui-ci* ».

De plus, l'article 11-24 du décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 pris pour l'application de l'ordonnance suscitée prévoit que les membres du Collège de déontologie et son secrétaire général sont tenus au secret professionnel.

Il en découle pour le Collège le respect d'un principe de confidentialité dans le traitement des saisines. Votre requête collective n'est donc pas conforme aux dispositions de l'article précité.

Le Collège souhaite au demeurant vous faire part des observations suivantes.

Vous évoquez « *des difficultés récurrentes* » et « *des attaques de notre hiérarchie* » en décrivant les démarches entreprises et leur chronologie.

Vous interrogez tout d'abord le Collège « *sur les autorités de droit public et/ou de droit privé à solliciter pour remédier aux comportements et décisions hiérarchiques* » qui sont décrites dans la saisine.

Cette interrogation qui consiste à demander au Collège de vous renseigner sur des organes qui auraient compétence « *pour remédier aux comportements et décisions hiérarchiques* » n'entre pas

dans les attributions du Collège en application des textes qui définissent sa mission et son périmètre d'intervention, strictement limités par l'article déjà évoqué.

Vous sollicitez ensuite l'avis du Collège de déontologie sur l'étendue de vos obligations de loyauté et réserve : « *Ces obligations portent-elles uniquement sur nos activités juridictionnelles ou englobent-elles également les faits relevant de la maltraitance au travail ?* »

La question ainsi formulée est abstraite et trop générale pour permettre d'y répondre, l'avis du Collège devant en effet, lorsqu'il est saisi en application de l'article 10-2, I,1°) précité de l'ordonnance statutaire, recommander au magistrat auteur d'une saisine le concernant personnellement un comportement conforme à ses obligations déontologiques et adapté aux circonstances décrites dans cette saisine. Or vous ne formulez pas de question concernant le comportement qu'il conviendrait d'adopter au regard d'une difficulté précise.

Pour l'ensemble de ces raisons, votre demande n'est pas recevable.

Le présent avis peut être communiqué à des tiers à condition qu'il le soit dans son intégralité.

Le président

La secrétaire

Daniel Ludet

Julie Joly-Hurard